

BACCALAURÉAT GÉNÉRAL

Série : ES

SCIENCES ECONOMIQUES ET SOCIALES

SESSION 2020

Spécialité

Durée totale de l'épreuve : **4 heures + 1 heure - Coefficient : 7 + 2**

Vous traiterez au choix le sujet 1 ou le sujet 2.

Vous mentionnez sur votre copie le sujet choisi 1 ou 2.

Dès que les sujets vous sont remis, assurez-vous qu'ils sont complets.

L'usage de tout modèle de calculatrice est interdit.

BACCALAURÉAT GÉNÉRAL

SESSION 2020

SCIENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

SÉRIE : ES

Spécialité

SUJET 1

DURÉE DE L'ÉPREUVE : 4 heures + 1 heure – COEFFICIENT : 7 + 2

L'usage de la calculatrice est strictement interdit.

Dès que ce sujet vous sera remis, assurez-vous qu'il est complet.
Ce sujet comporte 17 pages numérotées de 1/17 à 17/17.

Pour l'enseignement obligatoire, le candidat traitera au choix soit la dissertation, s'appuyant sur un dossier documentaire, soit l'épreuve composée.

Pour l'enseignement de spécialité, le candidat traitera au choix l'un des deux sujets de la spécialité pour laquelle il est inscrit :

- Sciences sociales et politiques, pages numérotées de 10/17 à 13/17.
- Économie approfondie, pages numérotées de 14/17 à 17/17.

Dissertation s'appuyant sur un dossier documentaire

Il est demandé au candidat :

- *de répondre à la question posée par le sujet ;*
- *de construire une argumentation à partir d'une problématique qu'il devra élaborer ;*
- *de mobiliser des connaissances et des informations pertinentes pour traiter le sujet, notamment celles figurant dans le dossier ;*
- *de rédiger, en utilisant le vocabulaire économique et social spécifique et approprié à la question, en organisant le développement sous la forme d'un plan cohérent qui ménage l'équilibre des parties.*

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

SUJET

Ce sujet comporte quatre documents.

Comment les politiques de l'emploi répondent-elles à la diversité des formes de chômage ?

DOCUMENT 1

Taux de chômage en 2018 selon le niveau d'éducation atteint

En %	Ensemble	Enseignement supérieur ¹	Deuxième cycle de l'enseignement secondaire ²	Enseignement primaire (ou inférieur) et premier cycle de l'enseignement secondaire ³
Zone euro	8,2	5	7,4	14,9
Danemark	5,1	4,1	3,9	8
Allemagne	3,4	1,9	2,9	8,8
Grèce	19,3	14,2	21,8	22,3
Espagne	15,3	8,9	15,5	22,1
France	9,1	5,4	9,7	16,2
Italie	10,6	5,9	10,1	14,6
Portugal	7	5,4	8,2	7,4
Suède	6,3	3,6	4,5	19
Royaume-Uni	4	2,5	4,6	6,4

Source : Données Eurostat, 2019.

Note : L'indicateur présente les taux de chômage des personnes âgées de 15 à 74 ans, ventilés par niveau d'éducation atteint.

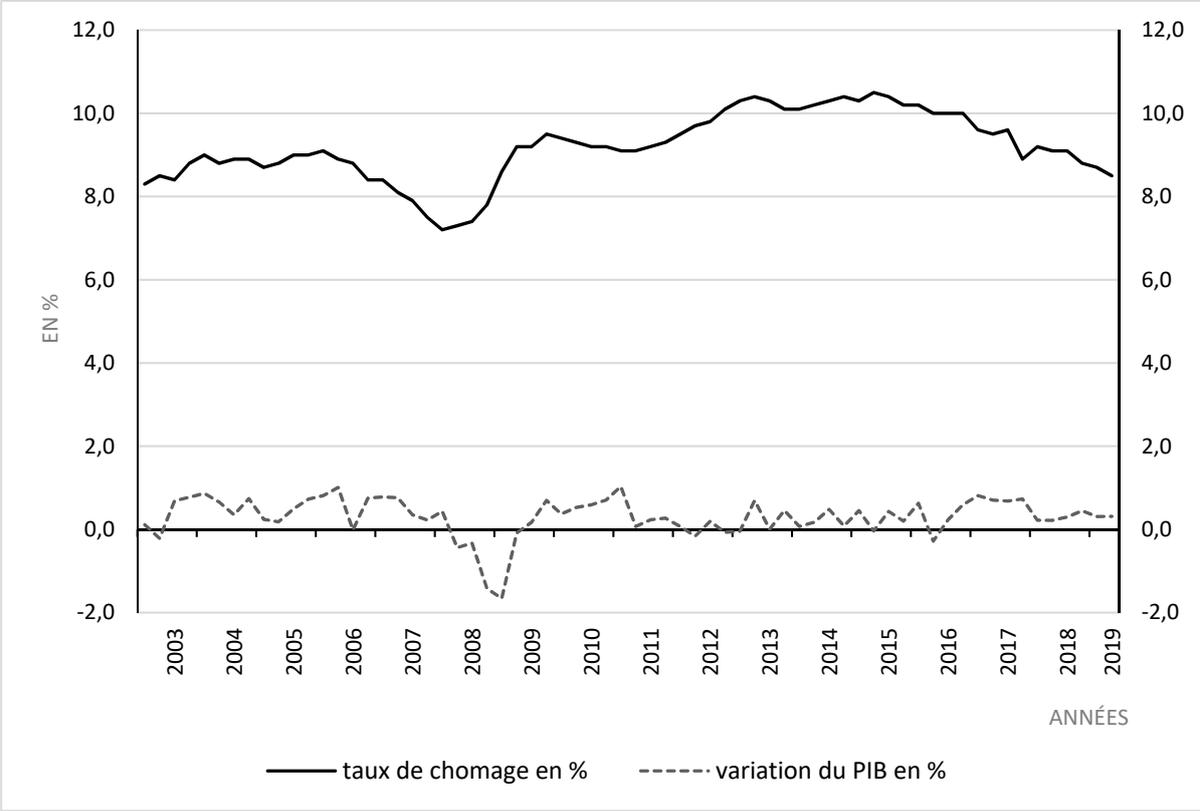
1 : Bac + 2 et plus en France et équivalent pour les autres pays.

2 : Lycée général et technologique et lycée professionnel en France et équivalent pour les autres pays.

3 : Sans diplôme, brevet des collèges en France et équivalent pour les autres pays.

DOCUMENT 2

Taux de chômage et évolution du PIB en France entre 2003 et 2019 (en %)



Source : INSEE, Enquête Emploi et Comptes nationaux, 2019.

DOCUMENT 3

Dépenses pour les politiques de l'emploi en France (en millions d'euros constants)

	2000	2010	2016
Mesures actives ¹ , dont :	14 843	15 119	16 177
Formation professionnelle	5 639	6 740	7 246
Incidations à l'emploi	2 135	1 308	1 288
Emploi protégé ²	1 254	2 112	2 147
Création directe d'emploi ³	5 777	3 902	4 911
Aide à la création d'entreprises	38	1 056	586
Soutiens , dont :	25 015	38 773	45 371
Maintien et soutien du revenu en cas de perte d'emploi	22 423	38 543	45 358
Préretraites	2 592	229	13
Total	42 540	60 086	67 206
Dépenses totales (en % du PIB)	2,9	3,0	3,0

Source : d'après INSEE, Tableaux de l'économie française, 2019.

- 1 : Ensemble des mesures qui favorisent le retour à l'emploi.
- 2 : Mesures visant à favoriser l'insertion sur le marché du travail des personnes à capacité de travail réduite.
- 3 : Mesures qui créent des emplois supplémentaires à destination des chômeurs de longue durée ou des personnes qui rencontrent des difficultés particulières sur le marché du travail.

DOCUMENT 4

Dans l'ensemble des secteurs marchands, le coût horaire moyen de la main d'œuvre française s'est établi en 2017 à 36 euros, plaçant la France parmi les pays européens qui présentent un coût du travail élevé : dans l'ensemble des pays de la zone euro, il était en effet de 30,30 euros soit un niveau inférieur de près de 20 % à celui de la France et de 34,10 euros en Allemagne soit un niveau inférieur de 5 %. [...]

Depuis 2012, le coût horaire a augmenté modérément en France. Dans l'industrie, il a progressé de 1,3 % en euros courants par an, contre 2,7 % en Allemagne, du fait [...] d'une série de mesures prises en France visant à réduire la composante non salariale du coût du travail. Ainsi, le coût du travail a ralenti en France avec l'entrée en vigueur du Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) à partir de 2013, puis du Pacte de responsabilité et de solidarité à partir de 2015.

Source : « Baisses de charges : stop ou encore ? », Yannick L'HORTY, Philippe MARTIN et Thierry MAYER, *Notes du Conseil d'analyse économique*, 2019.

Note : le CICE et le Pacte de responsabilité et solidarité permettent de réduire le coût du travail par la baisse des prélèvements obligatoires des entreprises.

Épreuve composée

Cette épreuve comprend trois parties :

1 – Pour la partie 1 (Mobilisation des connaissances), il est demandé au candidat de répondre aux questions en faisant appel à ses connaissances personnelles dans le cadre du programme de l'enseignement obligatoire.

2 – Pour la partie 2 (Étude d'un document), il est demandé au candidat de répondre à la question en adoptant une démarche méthodologique rigoureuse de présentation du document, de collecte et de traitement de l'information.

3 – Pour la partie 3 (Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire), il est demandé au candidat de traiter le sujet :

- en développant un raisonnement ;*
- en exploitant les documents du dossier ;*
- en faisant appel à ses connaissances personnelles ;*
- en composant une introduction, un développement, une conclusion.*

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

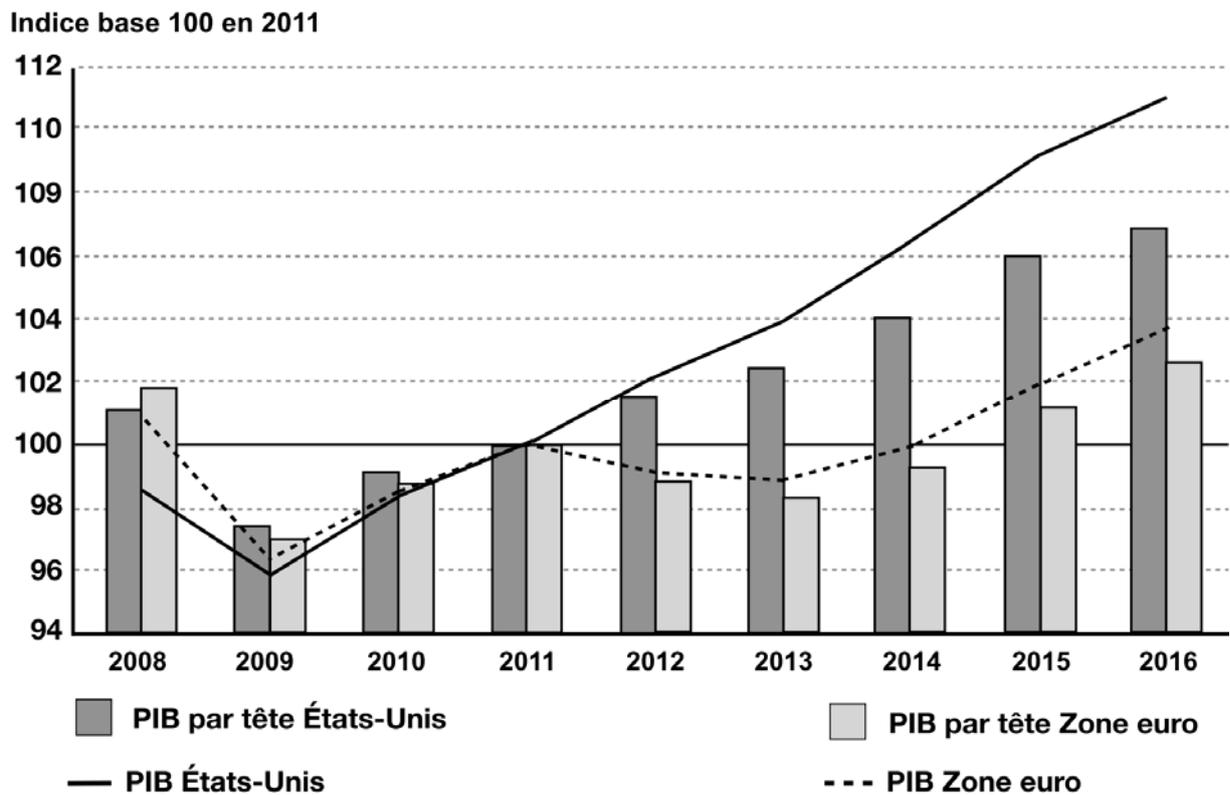
Première partie : Mobilisation des connaissances

1. Présentez deux limites du protectionnisme. (3 points)
2. Montrez comment les partenaires sociaux peuvent influencer la formation des salaires. (3 points)

Deuxième partie : Étude d'un document (4 points)

Vous présenterez le document puis vous comparerez les évolutions du PIB et du PIB par habitant de la zone euro et des États-Unis.

Évolution du PIB et du PIB par habitant (PIB par tête) entre 2008 et 2016, en volume, base 100 en 2011



Source : d'après Banque de France, 2017.

Troisième partie : Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire (10 points)

Cette partie comporte trois documents.

Sujet : À l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire, vous montrerez que la famille est une instance d'intégration importante.

DOCUMENT 1

On sait que les différents temps de socialisation dans la vie d'un individu ne sont pas équivalents. Dans les premiers moments de la socialisation, l'enfant incorpore dans la plus grande dépendance socio-affective à l'égard des adultes qui l'entourent, le nourrissent, le protègent et le soignent, les dispositions¹ qui sont celles des membres de sa famille sans en percevoir le caractère relatif et arbitraire. [...] Le fait que la socialisation familiale soit à la fois précoce, intense, durable et, pendant un temps au moins, sans concurrence ni comparaison, explique donc l'étendue et la force de son influence sur les comportements ultérieurs (scolaires, professionnels, religieux, politiques, culturels, sportifs, alimentaires, esthétiques, etc.).

Et même si elle détient de moins en moins fréquemment le monopole de l'éducation infantine, la famille ne reste jamais inerte par rapport aux autres agents ou cadres socialisateurs potentiels. Matrice² première, elle détermine l'environnement social de l'enfant par le choix du mode de garde et du lieu de résidence ; elle exerce un contrôle plus ou moins étroit en matière de « fréquentations » (surveillant la composition du groupe des pairs fréquentables et limitant le temps passé hors de tout contrôle familial), de choix de l'école (publique ou privée, de telle ou telle sensibilité pédagogique, de tel ou tel niveau de réputation) ; elle joue un rôle de filtre par rapport aux usages des programmes télévisés, des imprimés lus ou des jouets achetés, par rapport aussi aux différents types d'activités culturelles ou sportives pratiquées par les enfants ; elle effectue, enfin, plus généralement, un travail, insensible mais permanent, d'interprétation et de jugement sur tous les domaines de la vie sociale.

Source : *Enfances de classe*, sous la direction de Bernard LAHIRE, 2019.

1 : Inclinations ou tendances à agir, penser, juger de telle ou telle façon.

2 : Milieu où quelque chose prend forme.

DOCUMENT 2

En 1995, les premiers travaux statistiques portant sur les personnes sans domicile se sont intéressés aux éléments des parcours individuels qui pourraient expliquer que, dans un contexte général de crise du marché de l'emploi et du logement et de transformation des solidarités familiales et professionnelles, certaines personnes - et pas d'autres - perdent leur logement [...]. Parmi ces facteurs, l'inexistence, la faiblesse ou la rupture des relations familiales, qui ne peuvent donc jouer leur rôle de soutien à la fois psychologique et matériel, apparaissent fréquemment. [...]

Les relations des personnes sans domicile avec leur famille d'origine ne sont pas pour autant inexistantes ou toujours négatives.

Parmi les sans-domicile de 18 ans ou plus enquêtés en 2001, 60 % des hommes et 76 % des femmes ont leur mère en vie : parmi ces derniers, 69 % des hommes et 78 % des femmes ont eu un contact avec elle dans les trois derniers mois. De même, 45 % des hommes et 57 % des femmes ont leur père en vie : parmi eux, 60 % des hommes et 63 % des femmes ont eu un contact avec lui dans les trois derniers mois.

Parmi les jeunes enquêtés en 1998, 38 % ont encore des contacts réguliers avec leur père et 59 % avec leur mère. Toutefois, très peu déclarent être aidés par leurs parents financièrement ou autrement [...].

On perçoit souvent un désir de se réconcilier ou de retrouver l'estime des parents malgré une situation précaire et une vie parsemée d'échecs [...]. 96 % des jeunes sans domicile enquêtés en 1998 avaient des frères et sœurs (98 % en 2009), et dans deux cas sur trois les contacts avec au moins l'un des membres de la fratrie avaient subsisté. [...] Selon les entretiens approfondis réalisés autour de l'enquête et l'exploitation des questions ouvertes, les frères et sœurs apportent des dépannages financiers ponctuels, mais surtout une aide en nature (hébergement, repas) et un soutien moral.

Source : « Le lien familial des personnes sans domicile : entre soutien et obstacle », Jean-Marie FIRDION et Maryse MARPSAT, in *L'intégration inégale*, Serge PAUGAM, 2015.

DOCUMENT 3

Attentes des familles en matière de formation et vœu d'orientation en fin de troisième générale, selon qu'au moins un des parents est ou non bachelier

	Aucun des parents n'a le baccalauréat	Au moins un des parents a le baccalauréat
Diplôme le plus utile pour trouver un emploi (en %)		
Aucun	1,8	1,3
CAP ou BEP ¹	14,1	1,7
Baccalauréat professionnel	21,7	10,4
Baccalauréat général ou technologique	15,2	9,1
Diplôme de l'enseignement supérieur	19,1	57,0
Ne sait pas	28,0	20,4
Vœu d'orientation en seconde générale en fin de troisième générale selon les notes au contrôle continu du brevet² (en %)		
Moins de 8/20	11,5	31,6
De 8/20 à moins de 10/20	38,9	65,7
De 10/20 à moins de 12/20	70,0	90,3
De 12/20 à moins de 15/20	91,8	98,8
15/20 ou plus	99,3	99,7

Champ : France métropolitaine, entrants en sixième en 1995.

Source : Depp-SIES, panel d'élèves du second degré recruté en 1995, *France, Portrait social*, INSEE, 2009.

Lecture : quand aucun d'entre eux n'avait le baccalauréat, 14,1 % des parents déclarent que le CAP ou le BEP sont les diplômes les plus utiles pour trouver un emploi.

1 : CAP / BEP : Certificat d'Aptitude Professionnelle / Brevet d'Études Professionnelles.

2 : Moyenne des notes obtenues par l'élève en français, mathématiques et première langue vivante.

ENSEIGNEMENT DE SPÉCIALITÉ Sciences sociales et politiques

Il est demandé au candidat de répondre à la question posée par le sujet :

- en construisant une argumentation ;
- en exploitant le ou les documents du dossier ;
- en faisant appel à ses connaissances personnelles.

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

Le candidat traitera au choix, soit le sujet A, soit le sujet B.

SUJET A

Ce sujet comporte deux documents.

Montrez comment la société civile organisée contribue au fonctionnement de la démocratie.

DOCUMENT 1

Influencer les décisions publiques, collaborer avec les cabinets ministériels ou entretenir une relation de confiance, telles sont, entre autres, les raisons qui amènent des entreprises, associations, Organisations non gouvernementales ou encore syndicats à exercer des actions de lobbying¹ auprès des décideurs publics. [...] Ces actions de lobbying menées par les représentants d'intérêts ciblent principalement les ministères (89 %), le plus souvent auprès de membres de cabinet ou de collaborateurs qui y travaillent. Les projets de loi débattus au Parlement sont des textes déposés au nom du gouvernement, viser les ministères constitue alors un moyen pour les lobbys d'exercer une influence à la racine des futurs textes législatifs. [...] « *Rares sont les réglementations ou projets de loi rédigés seuls par les pouvoirs publics. Les politiques ont besoin de l'aide des entreprises ou des syndicats qui leur fournissent des informations sur un secteur d'activité précis*². »

Source : « Cibles, moyens : quelles activités les lobbys déclarent-ils en France ? », Maxime FERRER, Thibaut FAUSSABRY, Lemonde.fr, 20 septembre 2018.

1 : Le lobbying est une stratégie menée par un groupe de pression cherchant à défendre ses propres intérêts auprès des décideurs politiques.

2 : D'après Guillaume Courty professeur en science politique à l'université de Lille.

DOCUMENT 2

Taux d'adhésion aux associations en 2016 (en %)

Associations	2016
Action sanitaire et sociale ou humanitaire et caritative	6,4
Sport	19
Culture	8,8
Loisirs	6,8
Défense de droits et d'intérêts communs	2,5
Clubs de troisième âge, de loisirs pour personnes âgées	3,5
Syndicats (hors groupement professionnel)	6,3
Ensemble	40,8

Champ : France métropolitaine, personnes âgées de 16 ans ou plus résidant en ménages ordinaires.

Source : INSEE, enquête SRCV-Silc.

Lecture : En 2016, 40,8 % des personnes âgées de 16 ans ou plus ont adhéré à au moins une association au cours des douze derniers mois.

ENSEIGNEMENT DE SPÉCIALITÉ
Sciences sociales et politiques

SUJET B

Ce sujet comporte deux documents.

Montrez que la participation politique repose sur différentes formes de répertoires d'action politique.

DOCUMENT 1

Moyens d'expression considérés comme les plus efficaces (en pourcentage du total des réponses apportées)

*« Selon vous, qu'est-ce qui permet aux citoyens d'exercer le plus d'influence sur les décisions prises en France ? ».**

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Voter aux élections	65 %	63 %	61 %	58 %	60 %	61 %	55 %
Boycotter des entreprises ou des produits	38 %	29 %	29 %	41 %	39 %	43 %	37 %
Manifester dans la rue	32 %	32 %	30 %	31 %	26 %	26 %	42 %
Faire grève	21 %	23 %	22 %	20 %	19 %	21 %	27 %
Militer dans un parti politique	9 %	7 %	6 %	8 %	7 %	8 %	8 %
Discuter sur Internet, sur un blog ou un forum	7 %	4 %	4 %	7 %	6 %	8 %	5 %

Source : d'après « Baromètre de la confiance politique », Opinion Way et CEVIPOF, 2019.

* Les répondants pouvaient donner plusieurs réponses.

Champ : étude réalisée auprès d'un échantillon de 2 116 personnes inscrites sur les listes électorales.

DOCUMENT 2

Dans la lutte contre la ségrégation raciale dans les États du Sud, les organisations noires des années cinquante vont au départ construire des mobilisations locales, dont les enjeux consistent à faire reculer la ségrégation de façon concrète sur les sites de conflit. La popularité de Martin Luther King doit ainsi beaucoup au long mouvement de boycott des bus scolaires réservés aux enfants noirs qu'il anime en 1955-1956 à Montgomery (Alabama). [...] Malgré cela, les mobilisations locales [...] n'ont d'effet que ponctuel. [...] La stratégie du mouvement pour les droits civiques va donc se déplacer vers le pouvoir fédéral à Washington. Il s'agit désormais d'orienter les mobilisations vers une intervention fédérale sous la forme de lois, de décisions de la Cour suprême qui interdisent les pratiques racistes explicites ou larvées. Cet appel au pouvoir central évite la dispersion du combat contre une quinzaine de législatures d'États fédérés, des centaines de shérifs. On voit par là en quoi de simples considérations tactiques d'efficacité, nées de l'expérience de la lutte, contribuent aussi à une tendance lourde à l'appel à l'État, à la politisation des mobilisations.

Source : *Sociologie des mouvements sociaux*, Érik NEVEU, 2005.

ENSEIGNEMENT DE SPÉCIALITÉ Économie approfondie
--

Il est demandé au candidat de répondre à la question posée par le sujet :

- *en construisant une argumentation ;*
- *en exploitant le ou les documents du dossier ;*
- *en faisant appel à ses connaissances personnelles.*

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

Le candidat traitera au choix, soit le sujet A, soit le sujet B.

SUJET A

Ce sujet comporte deux documents.

Quels sont les différents facteurs susceptibles de conduire à des crises financières ?

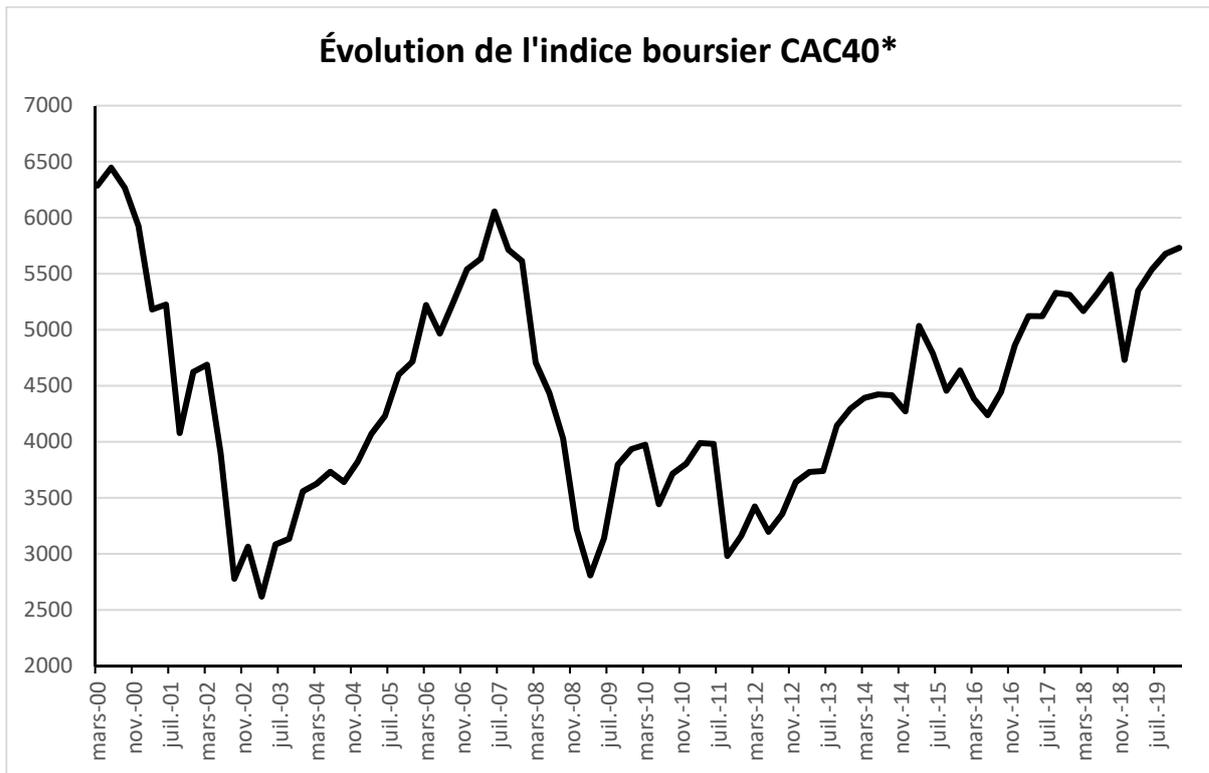
DOCUMENT 1

Dans la plupart des pays, les pouvoirs publics sont prêts à voler au secours des banques lorsque celles-ci rencontrent de sévères difficultés. [...] En cas d'échec, les pertes seront essuyées par les contribuables. On retrouve ici une autre défaillance de marché, l'aléa moral, désigné dans le monde de l'assurance comme le comportement d'une personne augmentant sa prise de risque sachant qu'elle n'aura pas à supporter entièrement les conséquences néfastes d'un sinistre. Une telle attitude se désintéresse de l'externalisation sur la société des problèmes posés par les comportements individuels excessivement risqués. Le problème d'aléa moral est particulièrement gênant lorsque les autorités se sont engagées, même implicitement, à sauvegarder les institutions les plus importantes, notamment celles d'une taille telle que leur faillite poserait un risque systémique (*too big to fail**). Pour avoir la garantie de bénéficier d'un plan de sauvetage public, les banques ont alors intérêt à accroître leur importance.

Source : *Macroéconomie*, Gérard DUCHÊNE, Patrick LENAIN, Alfred STEINHERR, 2010.

* *too big to fail* : trop grosses pour faire faillite.

DOCUMENT 2



Source : Euronext, 2019.

* L'indice CAC40 mesure l'évolution du cours des 40 plus grandes sociétés cotées à la bourse de Paris.

ENSEIGNEMENT DE SPÉCIALITÉ Économie approfondie
--

SUJET B

Ce sujet comporte deux documents.

Vous montrerez que les dynamiques démographiques de la France et de l'Allemagne ont des effets différents sur l'évolution de leurs populations actives.

DOCUMENT 1

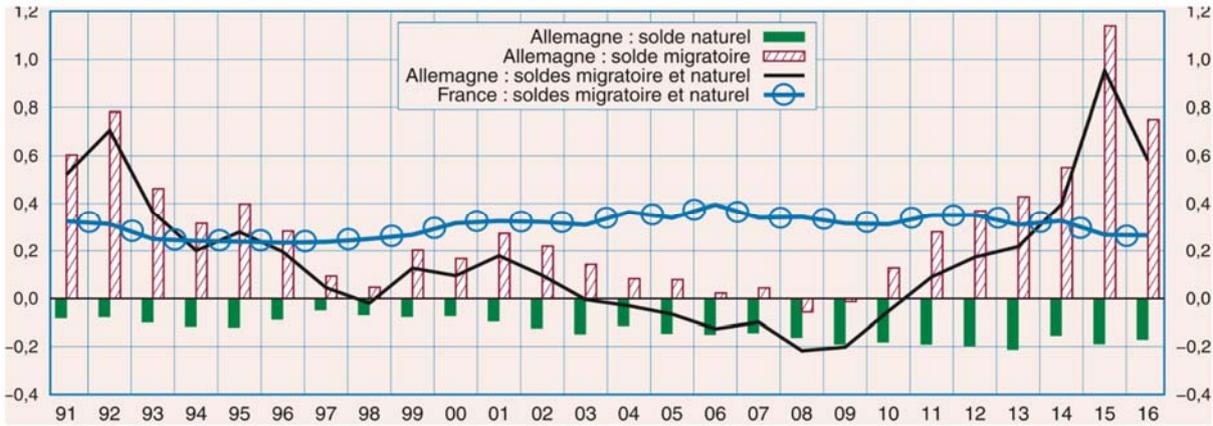
La démographie a également des conséquences sur les marchés du travail qui vont être soumis à des contraintes différentes. Entre 2000 et 2011, les populations actives française et allemande ont augmenté du même ordre de grandeur [...] mais alors qu'en Allemagne les deux tiers de cette hausse résulte de celle des taux d'activité*, en France la démographie en explique 85 %. Dans un avenir proche, l'Allemagne va buter sur la difficulté d'accroître davantage ses taux d'activité. [...] La France qui part d'un niveau plus faible de taux d'activité, surtout à cause des seniors qui sortent du marché du travail nettement plus tôt qu'en Allemagne, dispose de plus de réserves de hausse. [...] Dans le même temps l'emploi des seniors progresse également en Allemagne, mais il ne pourra pas augmenter fortement indéfiniment et l'hypothèse d'une convergence à long terme des taux d'emploi entre la France et l'Allemagne est la plus vraisemblable. Au total [...], le taux d'activité allemand pourrait augmenter de 1,7 point entre 2010 et 2020 (passant de 76,7 à 78,4 %) alors que le taux français augmenterait de 2,7 points (de 70,4 à 73,1 %), [...] si bien que la France disposerait encore d'une réserve de hausse.

Source : OFCE, 2012.

* Le taux d'activité est le rapport entre le nombre d'actifs et l'ensemble de la population correspondante.

DOCUMENT 2

Comparaison des soldes migratoire et naturel entre la France et l'Allemagne de 1991 à 2016 (en millions)



Source : d'après INSEE Note de conjoncture, 2017.